

**La question  
des réfugiés**

Je voudrais dire quelques mots sur une question humaine grave qui a des répercussions négatives sur les perspectives de développement économique et social de nombreux pays en voie de développement : il s'agit du problème international des réfugiés, qui prend des proportions vraiment alarmantes.

Il existe de par le monde environ dix millions de réfugiés et un nombre encore plus grand de personnes dites déplacées. La situation sur le continent africain qui a vu le nombre de ses réfugiés quintupler au cours des dernières années, est particulièrement préoccupante ; elle a conduit la communauté internationale à réunir à Genève, au mois d'avril, une conférence sur l'aide internationale aux réfugiés africains, conférence à laquelle j'ai participé. À cette occasion, le Canada s'est engagé à verser pour cette année 22 millions de dollars du milliard qui est nécessaire à long terme pour assurer des secours humanitaires, pour réinstaller localement ou éventuellement rapatrier les cinq millions de réfugiés en cause.

Il existe également de gros problèmes de réfugiés dans le centre et le sud-est de l'Asie ainsi qu'en Amérique latine, problèmes auxquels on n'a encore trouvé aucune solution. Sans compter les graves problèmes d'ordre humanitaire qu'elles soulèvent, ces situations constituent une charge à la fois économique, sociale et politique pour les pays qui donnent asile, mettant souvent en péril la stabilité des pays et des régions concernées. Voilà pourquoi le Canada, tout en contribuant lui-même au soulagement de ces malheureux, a pris certaines initiatives à l'Assemblée générale des Nations Unies, au Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, à la Commission des Nations Unies pour les droits de la personne. Il a également profité des sommets économiques pour soulever les problèmes fondamentaux d'ordre politique et des droits de la personne, qui sont presque toujours à l'origine des exodes massifs.

Mon ministère prépare également d'autres initiatives. Je me réjouis en particulier que le prince Sadruddin Aga Khan ait accepté de servir de rapporteur spécial de la Commission des droits de la personne, qui étudie les liens entre les exodes massifs et les violations des droits de la personne. Cette entreprise est le fruit des efforts canadiens. D'ailleurs, au cours de ma visite à Genève en avril dernier, j'ai assuré au Prince que le Canada l'appuierait énergiquement dans sa délicate mission.

Je suis heureux de savoir que mon collègue, le ministre de l'Emploi et de l'Immigration, M. Axworthy, participera aujourd'hui au débat et qu'il dira à la Chambre comment son ministère contribue à l'établissement des réfugiés en provenance de l'Amérique latine.

J'ai signalé hier l'importance pour le Canada d'entretenir des rapports commerciaux ainsi que la croissance de nos échanges avec le Tiers-Monde. L'Amérique latine en fournit un exemple saisissant : en 1979, cinq de nos 25 principaux associés commerciaux étaient des pays en voie de développement situés dans l'hémisphère occidental.

Malgré l'absence de liens politiques étroits, le Canada a reconnu que le développement de l'Amérique centrale nécessitait une aide substantielle ; il s'est donc empressé de donner l'exemple en offrant, depuis 1972, plus de \$60 millions en aide bilatérale. Ce